

Service productions animales et environnement
4, Avenue Rose Poirier
BP 61029
88050 EPINAL CEDEX 09

EPINAL, le 29/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ABATTOIRS MONTAGNE SUD

335, rue du Haut des Rangs
88200 Dommartin-lès-Remiremont

Références : AR/2023-03134

Code AIOT : 0058800169

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2023 dans l'établissement ABATTOIRS MONTAGNE SUD implanté 335, rue du Haut des Rangs 88200 Dommartin-lès-Remiremont. L'inspection a été annoncée le 06/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du suivi de la mise en demeure du 19/04/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ABATTOIRS MONTAGNE SUD
- 335, rue du Haut des Rangs 88200 Dommartin-lès-Remiremont
- Code AIOT : 0058800169
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Établissement d'abattage et découpe de viande, structure bâimentaire vieillissante qui dispose de plusieurs salariés.

L'établissement fonctionne sur 2 jours pour la partie abattoir et les autres jours en découpe de carcasses.

Situé à proximité immédiate de la Moselle et de la station d'épuration de la commune de Dommartin-lès-Remiremont.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des sous-produits animaux (sang, cuirs, os, effluents...)
- Station de pré-traitement
- Gestion de l'eau
- Lutte contre les nuisibles
- Contrôles périodiques
- Gestion des produits dangereux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La direction de l'établissement ne semble pas prendre la mesure des enjeux environnementaux.

M. POIROT a clairement fait comprendre à l'inspection que le fonctionnement de celui-ci n'était pas sa priorité surtout sur le volet administratif et les contrôles périodiques.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Aménagement et exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 7	Suspension	
3	Aménagement et exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 11	Suspension	
4	Prescriptions générales	Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 13	Suspension	
5	Prescriptions générales	Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 15	Suspension	
6	Prescriptions générales	Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 17	Suspension	
7	Prescriptions générales	Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 18	Suspension	
8	Risques chimiques	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17	Suspension	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Aménagement et exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des prescriptions contrôlées n'est pas respecté. En effet, la station de pré-traitement dispose de moyens pour sa bonne gestion (notice d'utilisation consultée sur place le jour de la visite) mais ceux-ci ne sont pas utilisés.

Le suivi global de l'installation est très insuffisant, il y a un réel manque de maîtrise sur : les prélèvements d'eau, les rejets d'eaux polluées, les analyses des eaux de rejet, le suivi des débits de rejet, le suivi des bordereaux de déchets, le suivi des contrôles périodiques.

L'inspection a sollicité à plusieurs reprises l'exploitant pour obtenir les différents documents (dernier mail en date du 09/11/2023), à ce jour aucun retour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagement et exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 7
Thème(s) : Autre, Récupération du sang
Prescription contrôlée : Le sang alimentaire (sang de porc) sera récupéré, défibriné et stocké dans des bidons de 20 litres entreposés à une température de 2° environ. Le sang industriel sera stocké dans une citerne réfrigérée et récupéré par l'équarrisseur au minimum une fois par semaine.
Constats : La pompe a été remise en fonction. Le sang des différentes espèces est aspiré et stocké dans des

bacs dans la chambre froide dédiée. La collecte a lieu une fois par semaine par le service d'équarrissage. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier (par une facture ou un bordereau d'enlèvement) l'évacuation du sang par un établissement régulièrement autorisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension

N° 2 : Aménagement et exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 9
Thème(s) : Autre, Récupération et stockage des autres produits annexes d'abattage
<p>Prescription contrôlée : L'ensemble des déchets constitués par les corps gras, os, onglons, pattes, soies de porcs... sera collecté dans des bacs qui seront rassemblés dans une salle réfrigérée.</p> <p>Les cuirs et peaux seront regroupés dans un local de salage avant leur expédition vers une tannerie.</p> <p>Avant expédition ou congélation, une salle doit permettre la mise en quartier, le découpe ou le désossage des carcasses.</p> <p>Constats : L'ensemble des cuirs est stocké dans le local dédié au salage et à l'entreposage avant évacuation vers un centre agréé. Aucun mélange de sous-produit animaux n'est constaté le jour du contrôle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Aménagement et exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Prétraitement des effluents
<p>Prescription contrôlée : Une station de prétraitement recevra les eaux polluées résultant de l'activité de l'abattoir mis à part l'eau de lavage des stabulations, des bétailières et les eaux vannes qui seront orientée vers le réseau public.</p> <p>L'ouvrage de prétraitement comprendra au minimum:</p> <ul style="list-style-type: none"> - un poste de relevage d'un volume de 1.7m³ avec 2 pompes submersibles de 9m³/heure, - un tamis rotatif de 750microns, - un dégraisseur d'un volume de 8m³. <p>Après prétraitement, les effluents transiteront par un canal venturi permettant la mise en place d'appareillage de comptage et de prélèvement avant de gagner la station d'épuration de Dom-martin-les-Remiremont.</p> <p>Compte tenu de l'activité irrégulière de l'établissement, un bac tampon devra être mis en place afin de "lisser" les effets de pointe des eaux usées qui pourraient être préjudiciables au bon fonctionnement de la station d'épuration.</p> <p>La concentration des eaux résiduelles orientées vers la station d'épuration devra pour les différents paramètres mesurés, toujours être inférieure à:</p> <ul style="list-style-type: none"> - DBO5 800mg/L - DCO 2000mg/L - MEST 600 mg/L - AZOTE GLOBAL 150 mg/L <p>et la charge en graisse ne devra pas excéder 40kg/jour.</p> <p>Ces paramètres devront être pris en compte dans la convention qui sera passée avec l'exploitant de la station d'épuration.</p>

Des mesures de débit et des analyses permettant de connaître les paramètres de l'effluent pré-traité seront faites au minimum une fois par an. Des contrôles supplémentaires pourront être demandés par l'inspection des installations classées; ces contrôles seront aux frais de l'exploitant.
Les déchets de la station de prétraitement seront stockés dans un bac étanche puis évacués par l'équarrisseur avec les autres déchets de l'abattoir.
Constats : La station de prétraitement reçoit les eaux polluées résultant de l'activité de l'abattoir. Les eaux de lavage de l'écurie, du quai de déchargement des animaux et les eaux de ruissellement de la fumière et de la cours sont collectées dans la fosse à l'arrière du bâtiment. Ces dernières sont évacuées régulièrement pour épandage vers des terres du GAEC DU LEJOL ou des terres prêtées par des exploitants. La station a été nettoyée et le tamis a été raclé. Les boues de pré-traitement sont collectées dans un bac rouge percé sur tout le tour occasionnant l'évacuation des eaux résiduelles directement sur le sol dégradé. M.POIROT nous informe de son souhait refaire un béton lissé à cet endroit. Après prétraitement, les effluents transitent par un canal directement raccordé à la station d'épuration de Dommartin-les-Remiremont. Aucun dispositif n'est prévu pour mesurer le débit de rejet ou faire des échantillonnages pour analyse. L'exploitant ne réalise aucune d'analyse régulière des eaux de rejet et n'a aucun équipement permettant de justifier du débit libéré vers la station d'épuration communale. Les boues de pré-traitement sont évacuées dans les bacs d'équarrissage avec les autres déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension

N° 4 : Prescriptions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 13
Thème(s) : Autre, Prélèvement en eau potable
Prescription contrôlée : Les compteurs sont relevés toutes les semaines et les chiffres et dates relevés seront consignés sur un registre qui pourra être vérifié par l'inspection des installations classées. L'eau potable utilisée dans l'établissement d'abattage devra avoir une pression supérieure à 3 bars. Tout doit être mis en œuvre pour limiter le volume des eaux résiduelles notamment par l'emploi de pistolets-douches pour tous les postes de douchage ou de lavage, de robinets à pression avec retour automatique, par la vérification périodique de l'état d'étanchéité des vannes, robinets, pistolets, par le nettoyage mécanique (raclette) avant le nettoyage à l'eau des sols et murs.
Constats : Les compteurs d'eau ne sont jamais relevés ni consignés. Aucune vérification périodique d'étanchéité des vannes, robinets, pistolets... n'est réalisée. Une facture annuelle a été présentée avec une consommation de 2435m3.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension

N° 5 : Prescriptions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des odeurs
Prescription contrôlée : L'exploitant prendra toutes les précautions nécessaires pour que les nuisances dues aux odeurs soient réduites au maximum et en particulier, les dispositions suivantes devront être respectées:

<ul style="list-style-type: none"> - couverture de la fumière, - nettoyage quotidien des stabulations, des installations d'abattage et de découpe, - stockage des déchets en benne étanche dans un local réfrigéré et enlèvement régulier par l'équarrissage, - stockage des cuirs et peaux dans un local réfrigéré.
Constats : La fumière est couverte, les jus sont dirigés vers la fosse à lisier. Le nettoyage est fait régulièrement. Les déchets sont stockés en benne étanche dans les locaux dédiés avant d'être évacués par l'équarrissage. Sauf pour les boues de la station de pré-traitement qui sont collectées dans un bac rouge percé avant d'être transféré dans un bac équarrissage commun aux autres déchets. Le jour de la visite, les cuirs et peaux sont stockés salés en palette dans un local réfrigéré.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension

N° 6 : Prescriptions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 17
Thème(s) : Autre, Prévention des nuisibles
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions seront prises pour éviter l'introduction et la pullulation des insectes et rongeurs. Une fois par an au minimum les locaux de la stabulation seront blanchis et désinsectisés à l'aide de produits autorisés.
Constats : D'après l'exploitant, un sous-traitant est chargé de réaliser la prévention des insectes et rongeurs 4 fois par an, cependant aucun justificatif n'a été présenté. Les locaux de stabulation ne sont ni blanchis ni désinsectisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension

N° 7 : Prescriptions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 18
Thème(s) : Autre, Sécurité électrique
Prescription contrôlée : Les installations électriques seront réalisées selon les normes en vigueur et contrôlées annuellement par un organisme agréé aux frais de l'exploitant de l'établissement.
Constats : Le rapport de vérification électrique transmis date du 12/02/2021 et a été réalisé par le bureau Véritas. Depuis cette date, il n'y a pas eu de nouveau contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension

N° 8 : Risques chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Risque chimique
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : -100 % de la capacité du plus grand réservoir ; -50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

<p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> -dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; -dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; -dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats : Certains produits dangereux sont sécurisés par un dispositif de rétention mais d'autres ne le sont pas (notamment dans le local chaufferie).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Suspension</p>